

questions
de communication

Questions de communication

8 | 2005
Mondes arabophones et médias

Dire la « guerre oubliée » du Soudan

La construction d'une « guerre locale » par Le Monde entre 1987 et 1997

*Recounting the “forgotten War” in Sudan. The Construction of a “local War” by
Le Monde between 1987 and 1997*

Lucas Dufour



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4824>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.4824

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 223-244

ISBN : 978-2-86480-868-8

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Lucas Dufour, « Dire la « guerre oubliée » du Soudan », *Questions de communication* [En ligne], 8 | 2005, mis en ligne le 01 décembre 2005, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4824> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.4824

Tous droits réservés

> NOTES DE RECHERCHE

LUCAS DUFOUR

Centre d'histoire du récit et de l'information des médias-réseaux en Europe

Université Paris 3

lucasdufour@yahoo.fr

DIRE LA « GUERRE OUBLIÉE » DU SOUDAN. LA CONSTRUCTION D'UNE « GUERRE LOCALE » PAR *LE MONDE* ENTRE 1987 ET 1997

Résumé. — La guerre du Soudan est l'une des « guerres oubliées » les plus meurtrières de la seconde moitié du XX^e siècle (environ 2 millions de morts depuis 1983, et 4,5 millions de déplacés). Nous nous intéressons à la manière dont *Le Monde* a traité cette actualité, et notamment aux cadres de référence dans lesquels s'inscrit ce traitement. Selon quel modèle explicatif le journal a-t-il cartographié les rivalités nationales et internationales qui se jouaient au Soudan ? Quels ont été les outils de compréhension que *Le Monde* a convoqués pour appréhender, interpréter et faire comprendre à ses lecteurs la configuration régionale et les enjeux qu'elle soulevait ? Pour répondre, nous mettons en rapport l'actualité du Soudan telle qu'elle est identifiée par *Le Monde* avec la réalité sociale, économique, politique et géostratégique de ce pays à la fois le plus étendu du continent africain et le seul au monde, dès la fin des années 80, à être dirigé par des islamistes sunnites radicaux.

Mots clés. — Information de référence, presse écrite, Soudan, guerre, représentation, idéologie.

L'Afrique semble en marge de l'actualité, ne surgissant guère sur la scène publique qu'à l'occasion de catastrophes naturelles, d'épidémies, d'« interventions humanitaires » ou de régimes déchus. Le reste du temps, la presse nationale l'évoque éventuellement au gré d'une déclaration, d'une rencontre diplomatique ou des plus récents épisodes d'un conflit dit de « basse intensité ». Mais la réalité des populations qui souffrent et qui meurent reste au quotidien absente, « invisibilisée », au point qu'on l'oublierait presque. Au Sud-Soudan, par exemple, pendant vingt-et-un ans, jusqu'aux accords nord-sud sur le partage des richesses pétrolières (Naivasha, 07/01/04), 2 millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont morts, plus de 4,5 millions ont dû quitter leur lieu d'habitation (soit 85 % de la population du Sud-Soudan), plus de 500 000 probablement se sont réfugiés à l'étranger (Amnesty International, 2002). Or, que savons nous aujourd'hui de cette « guerre locale », l'une des plus meurtrières de l'histoire contemporaine ? Peu, car peu en est dit¹. De même d'ailleurs qu'on ne connaît guère ce pays – pourtant le plus vaste d'Afrique (une superficie comparable à celle de l'Europe occidentale) et soumis à un régime islamique depuis seize ans –, où se jouent, à l'échelle internationale, de nombreux enjeux économiques et géostratégiques (Gascon, 1990). Avant de se retrouver, par moments, au cœur de l'actualité en raison de la situation au Darfour, le Soudan n'a guère été évoqué que dans la presse écrite, et, le plus souvent, seulement à travers de rares et brefs articles, parfois de simples comptes rendus d'agence à peine remaniés. Quelles connaissances retirera donc un lectorat – fût-il curieux et intéressé – contraint, dans ces conditions, de se contenter d'informations épisodiques et parcimonieuses ?

Il existe bien des raisons avancées pour justifier le silence des médias, mais qui ne l'expliquent pas véritablement : l'Afrique – et a fortiori le Soudan – ne représente qu'une part dérisoire des échanges économiques internationaux ; elle est démunie d'agence de presse efficace (Moumouni, 2003) ; le public ne s'y intéresse pas, etc. Or, l'information n'est pas neutre : elle s'inscrit, comme toutes les formes de compréhension du monde, dans un cadre social qui l'oriente et la configure

¹ J. Héry (2003 : 7-8) se demande : « Qui en parle encore ? Quelque intellectuel, politique égaré dans ces confins africains ou scientifique interpellé par l'expérience d'un vécu atroce ou par le silence des médias. De cette occultation d'un massacre plus ou moins rapide mais toujours lointain, au cœur de l'Afrique, on peut donner de nombreux exemples. L'un des plus évocateurs est celui donné par certains panoramas actuels de l'état de la planète. Sans vouloir nullement lui jeter la pierre, l'un d'entre eux, publié pourtant par deux institutions médiatiques fortement tournées vers l'étranger [Le Monde en 2003, Courrier international et The Economist, 01/02-0/03], exclut aussi implicitement que simplement le Soudan de l'ouvrage. Pas un mot, ni dans la rubrique "L'économie de demain pays par pays", ni dans la partie "Moyen-orient/ Afrique" : une partie de l'ouvrage significativement placée d'ailleurs en dernière place de l'inventaire géographique et regroupant de fait les principales zones de conflit de la planète ».

et qui relève de la macro-histoire. Il nous a semblé plus pertinent de considérer la question de la « visibilité médiatique » du Soudan sous l'angle des cadres de référence généraux – et donc pas seulement journalistiques – qui dominent dans la sélection, l'organisation et l'interprétation des faits. Dans cet article, nous chercherons donc à mettre en lumière les « schémas préalables » (Labasse, 2004 : 84), ou ces « catégories de pensées impensées » (Bourdieu, 1982 : 10) qui délimitent la façon dont la rédaction d'un journal dit de référence, en l'occurrence *Le Monde*, comprend et fait comprendre la réalité soudanaise.

Pourquoi *Le Monde* ? En premier lieu, parce qu'il a probablement couvert plus que tout autre les événements relatifs à la guerre du Soudan. En second lieu, pour la rigueur, l'objectivité et la neutralité politique – voire « l'honnêteté dans l'expression de [sa] subjectivité »² – sur lesquelles il a bâti sa réputation. La posture « idéologique » inhérente à tout travail d'information n'est que plus intéressante à restituer quand un quotidien dit institutionnel, tel que *Le Monde*, revendique, au sein de la presse française, un professionnalisme et une impartialité exemplaires ; et en particulier lorsque, sur l'actualité internationale, son discours d'intelligibilité fait autorité³, définit l'espace de référence, et oriente les points de vue.

Dans cette étude, la période historique traitée va de 1987 à 1996 ; dix années qui sont marquées par le retour des islamistes radicaux dans la vie politique du Soudan, par leur prise du pouvoir en 1989 et par le progressif isolement du pays sur la scène internationale. Nous avons lu l'intégralité des 497 articles, de toute nature et de tout format, que *Le Monde* a consacrés directement (162) ou indirectement (335) au Soudan durant cette période ; de même que les 340 dépêches sur le Soudan – principalement issues de l'AFP – que le quotidien a reproduites dans ses colonnes. C'est donc à partir d'un corpus de 837 articles que nous tenterons de mettre en évidence les catégories générales de compréhension et d'interprétation qui sous-tendent la construction d'une actualité soudanaise dominée par la guerre et l'articulation des commentaires dont elle fait l'objet⁴.

² J.-M. Colombani (28/02/03), répondant aux questions des internautes après la parution du livre de P. Péan et P. Cohen, *La Face cachée du Monde* (Paris, Éd. Les Mille et une nuit, 2003).

³ Notons toutefois que les critiques sont de plus en plus nombreuses. Voir, notamment, sur le traitement par *Le Monde* de l'Afrique et de ses problématiques : Gouteux (1999) ; Vershave, Boris Diop, Tobner (2005).

⁴ Nous précisons ici, par année, le nombre d'articles portant, directement ou non, sur le

Précisons d'emblée sous quel angle nous analyserons le cadre idéologique de cet espace de référence où se déploie l'actualité du Soudan. D'abord, il convient de considérer le discours des médias comme un produit social. De toutes parts, on s'accorde à assurer que le discours médiatique, sans être inconditionné, sans rapport initial avec le cours réel des choses, est au plus influencé par le contexte social dans lequel il intervient. Or, cette perception laisse entendre qu'une partie des déterminants se trouvent ailleurs que dans la puissance combinatoire des faits sociaux et, partant, que le discours médiatique pourrait être considéré comme une réalité adjacente, distincte de la réalité sociale, relativement affranchie des déterminations matérielles – se constituant lui-même, pour ainsi dire, comme son principal fondement ou selon un principe d'activation interne (en fonction de ses seules contraintes propres). De même, cette perception risque-t-elle de faire des médias un objet singulier, à part, conditionné par des déterminations sui generis, et de les ériger comme organes, institutions, « contre-pouvoirs », ou « instances » dotés de prérogatives ou de fonctions transcendant – ou à tout le moins prééminentes sur – le monde social. À l'idée qui n'admet que des points de passage entre le discours et l'activité sociale, nous opposons que le discours médiatique d'information n'est pas avant tout tributaire de la compétence de ceux qui le font et de ses logiques de production (normes et imaginaires professionnels, pratiques sociales des journalistes, « ficelles du métier », conditions de travail, pressions de l'urgence, contraintes économiques, évolutions technologiques, rapports de force internes, etc.) ; qu'il ne se réduit pas à une simple configuration médiatique dans un système d'interaction discursive, combinaison de compromis en vue d'une compatibilité maximum avec les cadres courants partagés par le plus grand nombre de communautés réceptrices, mais qu'il est l'émanation d'un cadre normatif de rapports de forces sociales, historiquement déterminé.

Ensuite, nous nous situons dans l'optique théorique de Karl Marx et de

Soudan, puis le nombre d'articles consacrés cette fois exclusivement à l'actualité du Soudan – par des journalistes spécialistes de l'Afrique, correspondants au Caire ou à Addis-Abeba ou envoyés spéciaux ; nous précisons aussi le nombre des éditoriaux consacrés au Soudan et le nombre de dépêches reproduites par *Le Monde* : en 1987, 100 articles (dont 15 articles, 40 dépêches) ; en 1988, 102 articles (dont deux éditoriaux, 33 articles et 45 dépêches) ; en 1989, 97 articles (dont un éditorial, 30 articles et 41 dépêches) ; en 1990, 78 articles (dont 17 articles, 21 dépêches) ; en 1991, 76 articles (dont 13 articles, 27 dépêches) ; en 1992, 76 articles (dont 6 articles et 34 dépêches) ; en 1993, 82 articles (dont 14 articles et 34 dépêches) ; en 1994, 94 articles (dont 4 articles et 35 dépêches) ; en 1995, 76 articles (dont 2 éditoriaux, 18 articles et 34 dépêches) ; en 1996, 56 articles (dont 12 articles et 29 dépêches).

⁵ Nos informations sont principalement tirées des ouvrages ou articles suivants :

Friedrich Engels pour qui les représentations dominantes, si elles sont un produit de la vie sociale, reflètent également la réalité de cette vie sociale du point de vue de la classe dominante. Nous nous appuyons sur un aspect souvent négligé, qui fait de l'idéologie une représentation inversée de cette réalité sociale : niant ou ignorant les mécanismes fondamentaux des rapports d'exploitation qui fondent sa domination de classe (rapports mis en lumière par Marx), la bourgeoisie ne peut développer qu'une lecture inversée et mystifiante du monde social (Marx, Engels, 1926). En ce sens, l'idéologie n'est pas qu'une forme parmi d'autres de la pensée, ni une « certaine » vision du monde, ni une défiguration consciente et manipulatrice de la réalité. Elle traduit la nécessité pour la classe dominante, pour se perpétuer en tant que telle, de produire, sur le plan des idées, des symboles et des discours, une série continuellement renouvelée de « référentiels adaptés aux rapports sociaux capitalistes » (de La Haye, 1984 : 39) qui occultent les antagonismes sur lesquels repose sa position dominante (Fougeyrollas, 1979 ; Löwy, 1985 ; Capdevila, 2004). À ce titre, le discours médiatique est l'une des manifestations, à une époque historique donnée, de cette occultation idéologique. Pour nous, qui voulons mettre en perspective le discours du Monde sur le Soudan, nous entendons donc éviter de privilégier les points de vue journalistiques sur les processus au détriment des processus réels eux-mêmes et, ce faisant, d'analyser le compte rendu journalistique à partir des seules connaissances puisées dans celui-ci. Il en découle la nécessité préalable de donner un aperçu de la réalité du Soudan et de la nature des relations internationales, politiques et géostratégiques qui en définissent les enjeux à partir d'autres matériaux disponibles et accessibles – essais, rapports, revues spécialisées, etc⁵.

Enfin, nous tenons à souligner que le silence des médias doit être considéré comme une dimension de la construction discursive médiatique et, à ce titre, doit être introduite dans la nomenclature des objets d'analyse du discours médiatique. Ainsi que l'a écrit Jean-Marie Piemme (1978 : 70), « le dit ne s'explique qu'à partir du non-dit et, sans référence à ce silence sur quoi s'ébauche une parole, celle-ci ne peut recevoir qu'un sens abstrait et fragmentaire où n'apparaîtra pas la collusion de l'actualité et de l'idéologie dominante ». Au-delà, il s'agit d'appréhender, à propos du Soudan, les significations sociales dont cette actualité non médiatisée – « invisible » – serait porteuse. C'est à ces conditions, nous semble-t-il, que nous pourrions dégager les filtres idéologiques à partir desquels les journalistes du Monde ont forgé leur propre image du Soudan – et,

Chauprade, Thal (1998) ; Fawzy-Rossano (2002) ; Grandin (1982) ; Lavergne (1989) ; Marchal (1990, 1995, 1999, 2002).

⁶ L'Afrique représente aujourd'hui 7 à 10 % de la production mondiale et 7 % des

partant, probablement contribué à façonner, dans la durée, la compréhension de cette partie du monde qui est devenue celle de leur lectorat.

Un conflit de civilisations ?

À partir de 1898, le Soudan doit son intégration au domaine colonial anglais, davantage à sa situation géographique qu'à ses richesses économiques. Rural, aux populations pauvres et, pour certaines d'entre elles, encore nomades aujourd'hui, le pays se trouve à l'articulation des grandes zones d'influence coloniale : le Maghreb, l'Afrique centrale, la région périphérique des Grands Lacs, et la Corne de l'Afrique. Après la colonisation de l'Égypte en 1882, il s'agit pour l'Empire britannique de priver l'Empire français d'un accès aux rives de la Mer Rouge, en cette zone intermédiaire – l'Empire français, du reste, ne s'y oppose guère, qui s'intéresse alors davantage à l'Afrique du Nord – et de réaliser ainsi la jonction entre son protectorat égyptien et ses colonies d'Afrique orientale. Le Soudan accède à l'indépendance en 1956, mais sans cesser pour autant de représenter un enjeu géostratégique ; la nouvelle république devient même une carte maîtresse des États-Unis au Moyen-Orient, quand le parti Oumma au pouvoir accepte de ratifier le « plan Eisenhower », destiné à faire contrepoids au nationalisme arabe porté par Nasser. L'influence américaine, qui cherche alors à se déployer sur les anciens empires coloniaux européens, connaît ensuite un certain nombre de déboires, mais qui ne remettent jamais très longtemps en question sa domination sur le Soudan. En 1964, à la suite d'une mobilisation massive de la population animée par le puissant Parti communiste et de la décision d'officiers de l'armée de ne pas réprimer les manifestants, le régime du général Abboud tombe ; il est remplacé par une coalition regroupant partis religieux, syndicalistes et dirigeants du Parti communiste soudanais, qui introduisent alors le Soudan dans le concert des nations non alignées ; en 1967, les partis religieux au pouvoir décident de soutenir le pays arabes lors de la guerre des Six jours et obtiennent, à ce titre, l'aide financière et militaire de l'URSS – et ce, en dépit de l'expulsion du parlement des membres du Parti communiste. En 1971, après une sanglante répression anti-communiste, le président Nemeiry, sous la pression des islamistes, replace le Soudan dans le giron des États-Unis. Dès lors, l'influence et le pouvoir du parti des Frères musulmans, dirigé par Hassan El Tourabi, qui fournit son appui au régime, ne cesseront de croître. Au début des années 80, alors que le pays traverse une profonde crise sociale marquée par de fortes mobilisations, et ce malgré la répression qui s'abat depuis quinze ans sur les forces d'opposition, le président Nemeiry choisit la voie de l'islamisation pour consolider son régime.

Au cours de la même période, alors qu'il se confirme que le Soudan est l'un des pays d'Afrique détenant les plus vastes ressources pétrolières⁶, le président Nemeiry, qui a mis fin en 1972 – sous les auspices de Washing-

ton – à dix-sept années de combats en accordant l'autonomie régionale au Sud (accords d'Addis-Abeba), opère un revirement politique et impose la division du Sud en trois provinces – dont celle nommée « province de l'Unité », qui comprend la plupart des réserves pétrolières. Cette décision s'ajoute à celle de construire, au lieu de raffiner le pétrole au sud, un pipeline de 1 425 kilomètres vers le Nord, jusqu'à Port-Soudan. Autant de raisons qui renforcent le sentiment de frustration des dirigeants sudistes et leur décision de relancer la guerre contre Khartoum. On lit dans un rapport d'Amnesty International (2000) : « Le pétrole est l'un des facteurs qui expliquent la reprise de la guerre civile », l'objectif est de « contrôler, protéger ou détruire les infrastructures pétrolières » ; le résultat : « la plus atroce des guerres oubliées de l'histoire contemporaine » avec « des millions de morts et de déplacés » (Fawzy-Rossano, 2002 : 7) dans les zones pétrolières et aux alentours depuis 1983 (Human Rights Watch, 2002).

Or, c'est sous un jour tout autre que *Le Monde* éclaire le conflit déchire le Soudan. D'emblée, ce qui frappe à la lecture de l'intégralité des articles qu'il consacre à ce pays, c'est la nature des répertoires historiques mobilisés. Le quotidien opte pour un invariant structurel, l'antagonisme « ethnico-religieux » (03/07/89 : 3), et fait apparaître le déclenchement de cette nouvelle guerre comme un simple prolongement ou une simple séquelle de la première (1955-1972). En revanche, prévalent dans les colonnes du Monde, des schémas explicatifs réducteurs tels que celui d'une « guerre civile avec le Sud animiste et chrétien » (19/05/88 : 6), entre « le Nord arabo-musulman » (16/02/91 : 9), voire « islamiste » (03/09/91 : 8) et « le Sud, à majorité chrétienne et animiste » (01/01/94 : 6), d'une guerre « menée dans le sud du pays contre les rebelles animistes et chrétiens » (14/09/95 : 4) ; « une guerre dont la spécificité serait en quelque sorte d'être éternelle et l'illustration d'un conflit des civilisations » (Lavergne, Marchal, 1997 : 3). Il n'est fait mention que deux fois d'un possible conflit d'intérêt et de pouvoir entre les deux régions du Soudan : la première, de manière lapidaire : les « populations sudistes (animistes et chrétiennes) [...] reprochent à leurs adversaires de les opprimer non seulement physiquement et politiquement, mais culturellement et religieusement » (03/07/89 : 3). La seconde, dans un article de une du 19 octobre 1990, en des termes qui trahissent une vision quasi néo-colonialiste : « C'est peu dire que les Africains sont aussi les

réserves connues. À l'exception du Soudan, l'Afrique de l'Est n'a pas de réserves importantes de pétrole. À la fin des années 70, la compagnie américaine Chevron Overseas – actuellement Chevron Texaco – découvrait d'importantes ressources pétrolières dans le Sud du Soudan. Depuis 1980, la France possède les droits d'exploitation du plus grand secteur potentiel (120 000 km²), dans la région de Bor. En 1995, les réserves du Sud-Soudan étaient estimées à plus de 20 milliards de barils (Bader, Coma, 1995).

artisans de leur propre malheur. [...] Dans la mentalité commune africaine, le pouvoir, a priori, ne se partage pas. Autant que possible, on en savoure, seul, les délices ou bien l'on tente de l'arracher à ceux qui s'y accrochent abusivement. Manque de maturité politique, l'instinct de clan l'emportant sur l'esprit d'ouverture, qui aboutit, par exemple au Soudan, à une sorte d'interminable guerre de religion entre deux mondes imperméables l'un à l'autre, le nord musulman et le sud chrétien ou animiste ».

En ce qui concerne l'origine du conflit, Le Monde propose une lecture qui la résume à la décision de Khartoum, au nord, d'imposer la charia à l'ensemble du pays : « Le maréchal Nemeiry, qui voyait son pouvoir menacé, décida en 1983 de jouer la carte de la charia avec l'appui d'une nouvelle secte, les Frères musulmans. Les lois islamiques ne sauvèrent pas le dictateur. Elles hâtèrent sa chute en provoquant la guerre civile dans le sud du Soudan, animiste et chrétien » (05/04/89 : 5)⁷. Anachronisme : la loi islamique n'a été instaurée que six mois après la reprise des hostilités (en septembre 1983)⁸.

Est également avancée – à trois reprises – l'hypothèse de la remise en question de l'autonomie du Sud pour expliquer la reprise des hostilités : d'abord, sous la forme interrogative : « Mais n'est-ce pas cette division, il est vrai décidée arbitrairement en 1982 par le président Nemeiry, qui ralluma la guerre civile au Sud, donnant naissance au mouvement Anyanya 2 et à l'APLS ? » (28/12/88 : 1) ; puis, sous une forme plus affirmative, mais sans plus d'explication : « Les combats avaient repris à la suite de la décision du pouvoir central de diviser le Sud en trois provinces distinctes, mettant fin à l'autonomie établie en 1972 » (03/07/89 : 3) ; et enfin, en 1990, au détour d'une phrase : « Le colonel Garang [...] a toujours posé comme préalable à la conclusion de la paix dans le Sud l'abolition des pactes limitant la souveraineté du Soudan » (09/03/90 : 7). C'est ainsi que la guerre, cette « guerre invisible » parmi les plus meurtrières du XX^e

⁷ Voici d'autres exemples : « L'entrée en vigueur de la charia eut pour conséquence directe le réveil de la guerre civile avec le Sud animiste et chrétien à laquelle avaient mis fin, onze ans plus tôt, les accords d'Addis-Abeba. En 1972 en effet, M. Nemeiry avait accordé une "autonomie régionale" au Sud, épilogue heureux de dix-sept années de combats » (19/05/88 : 6) ; « Interrogé sur l'instauration en mars dernier de la charia islamique, y compris dans le code pénal, M. Sadek El Mahdi a évité de condamner une mesure qui est à l'origine de la guerre civile au Soudan » (09/05/91 : 4).

⁸ « Pour beaucoup, c'est l'instauration de la charia (loi islamique) en septembre 1983 – ce qu'on appelle, depuis la chute de Nemeiry, les lois de septembre – qui est la cause du soulèvement actuel. Pourtant dès janvier 1983 avait éclaté au sein du 105^e bataillon de Bor une mutinerie que l'on peut considérer comme un signe avant-coureur de la rébellion. Il y a de fait une insatisfaction générale due au maintien de relations très inégalitaires entre le nord et le sud » (Marchal, 1990 : 33) ; « Ce n'est qu'en septembre 1983 qu'il [Nemeiry] décida l'instauration de la charia sur tout le territoire soudanais pour asseoir sa légitimité, alors que la rébellion du Sud date du mois de mai de la même année » (Prunier, in : El Watan, 10/01/05).

⁹ L'aide militaire américaine passe de 46, 4 millions de dollars en 1985 à 6 millions en

siècle – quand elle ne procède pas seulement de l’antagonisme religieux – ne semble devoir exister aux yeux du Monde que par la décision arbitraire d’un dirigeant autoritaire. En dix ans, la question des richesses exploitables du Soudan – et en l’occurrence celle du pétrole soudanais – n’est évoquée, elle, qu’à quatre reprises ; et encore, l’existence d’un lien avec la guerre n’est-elle suggérée qu’une très brève fois en 1988 : « Dès leur arrivée au pouvoir, en 1986, le Premier ministre, Sadek El Madhi, et ses conseillers ont paru animés par une volonté obsessionnelle d’écraser la guérilla et de récupérer les zones méridionales réputées riches en pétrole » (08/12/88 : 1).

Les revendications identitaires et les convictions religieuses ou politiques des dirigeants existent indéniablement, et il ne s’agit pas d’en minimiser les implications qui, tout au long du conflit, configurent les engagements des uns et des autres et contribuent à perpétuer la guerre. Mais l’information doit-elle tenir les décisions, l’intransigeance ou les convictions religieuses des hommes pour des facteurs autonomes et déterminants de l’histoire de la région ? En vérité, Le Monde, en s’abstenant de rendre compte d’une configuration globale dépassant les dimensions spécifiques du conflit, contribue, en dernier ressort, à légitimer une conception culturaliste des événements qui relègue la domination économique et politique du territoire du Sud au rang de moteur secondaire du conflit. Corollaire de cette conception, nous allons le voir, le quotidien propose des cadres d’analyse de la situation au Soudan qui minimisent les impératifs économiques et géostratégiques des grandes puissances.

Les États-Unis contre l’« impérialisme musulman »

Au début des années 80, « l’échec du développement économique et social du Soudan est [...] patent dans tous les domaines. Si la responsabilité en incombe largement [...] aux groupes qui dirigent le pays depuis l’indépendance, elle est partagée par les pays arabes pétroliers, les firmes occidentales et les organismes d’aide et de financements internationaux qui ont complaisamment favorisé des entreprises irrationnelles, dans le but unique d’aider au recyclage de pétrodollars surabondants. Même du point de vue de ces acteurs extérieurs, l’aventure du développement accéléré du Soudan se solde par un fiasco : l’appui exclusif accordé par les régimes arabes conservateurs et l’Occident au maréchal Nemeiry a conduit à une grave déstabilisation du pays : guerre civile au sud, pressions des frères musulmans au nord, occupation libyenne au Darfour, pressions éthiopiennes et des Fronts de libération érythréen et tigréen à l’Est » (Lavergne, 1989 : 61). Dans ce contexte, Washington compte sur l’appui considérable apporté par l’Arabie Saoudite pro-américaine au régime répressif et islamisant de Nemeiry. Les années de régimes parlementaires qui suivent la chute du dictateur sont des années fastes pour le leader islamiste Hassan El Tourabi et son parti : s’ils sont d’abord exclus du pouvoir, ils bénéficient toujours de l’aide saoudienne. Si bien que, tandis que le gou-

vernement de El Madhi voit l'aide américaine diminuer d'année en année et les positions du FMI se durcir⁹ – conséquence de son aide à la Libye en guerre contre le Tchad –, le Front national islamique, de son côté, accroît sa mainmise sur le gros du secteur bancaire soudanais et « une bonne partie de l'import/export, source de revenus importants et de devises fortes » (Marchal, 1992 : 63 ; Ahmed, 1997). En 1989, le dynamisme de ce secteur entre-t-il en conflit avec « l'immaturation de la grande bourgeoisie commerçante traditionnelle soudanaise, son manque de combativité et la profonde léthargie du système bancaire étatique » (Marchal, 1992 : 20) au point que, pour la nouvelle bourgeoisie islamiste, la prise du pouvoir d'État s'impose ? Quoi qu'il en soit, il n'y a rien dans le coup d'État de juin 1989 (état d'urgence, suppression des partis et syndicats, interdiction de la presse) qui, dans un premier temps, puisse s'opposer aux intérêts de Washington dans la région¹⁰. Au contraire, le nouveau régime débarrasse le pays d'une République incapable d'empêcher l'expression d'un fort mécontentement social contre les exigences sévères du FMI, inapte à conclure une paix à portée de main avec l'opposition sudiste et trop complaisante envers Téhéran et la Libye du colonel Kadhafi (Marchal, 2002 : 48).

Mais le contexte géopolitique international change au début des années 90 : avec la chute des dictatures des pays de l'Est et l'implosion de l'URSS, prend fin la « guerre froide ». Désormais, la puissance à l'échelle mondiale est du côté de l'Occident avec les États-Unis en son centre unipolaire. Passé l'enthousiasme des premiers mois, commence dès lors ce qu'on a appelé le « nouveau désordre international » – avec son lot de guerres sur fond d'enjeux géostratégiques et/ou pétroliers, notamment en Irak et en Europe centrale et balkanique. Se font également sentir de nouvelles peurs, de nouvelles inquiétudes, de nouvelles croyances : les rapports de force qui configuraient jusqu'alors les bases structurelles du discours des grandes puissances sur les équilibres mondiaux inscrivent en effet dans les nouveaux référentiels communs de l'Occident, un danger incarné par un axe « confuciano-islamique » – tel

1987 et 0,9 million en 1988 (Gresh, 1993 : 613).

¹⁰ « Le général Omar Hassan El Béchir, chef de la junte militaire soudanaise, a reçu mardi un message de “félicitations et d'appui” du président américain George Bush, a annoncé, jeudi 13 juillet, le porte-parole du nouveau régime. Dans ce message, le président Bush a présenté ses vœux à l'occasion du grand pèlerinage annuel de La Mecque et a souhaité, “à la nouvelle direction” soudanaise, le “succès dans la réalisation des aspirations du peuple soudanais”. Il s'agit du premier message connu d'un chef d'État occidental à la junte, qui n'a, jusqu'à présent, été reconnue que par l'Égypte » (15/07/89 : 6). Au début du mois d'août, H. Cohen, sous-secrétaire d'État américain pour les questions africaines, rencontre le général El Bechir et affirme que « le précédent gouvernement n'était pas capable de résoudre les problèmes du pays » (Gresh, 1989).

¹¹ L'existence d'une aide américaine à la rébellion du Sud ne sera évoquée qu'à deux

que l'a baptisé l'idéologue américain Samuel Huntington (1994) ; un axe qui serait, par « définition », hostile au projet civilisationnel d'un Occident se revendiquant du progrès démocratique et des droits de l'homme.

Outre qu'elle coïncide avec la fin du monde bipolaire, l'émergence de ce discours correspond à une nouvelle réalité du monde arabo-musulman résultant de trois grandes tendances sociales et politiques :

- les désillusions engendrées par l'échec des projets tiers-mondistes d'union inter-arabe au milieu des années 80, désillusions dont les organisations islamistes et ses courants intégristes vont profiter pour étendre leur implantation et leur influence auprès des populations ;
- le soutien financier et militaire plus ou moins explicite apporté au mouvement islamiste par les puissances occidentales alors soucieuses de contrer par tous les moyens à la fois le développement du mouvement ouvrier et l'influence pro-soviétique dans le monde arabe ;
- l'élan international de l'Islam militant qu'ont pu susciter, auprès des populations musulmanes, les trois événements suivants : la mobilisation des masses populaires iraniennes en faveur du courant islamiste radical et le renversement de la dictature pro-américaine du Chah en février 1979 ; ensuite, la résistance palestinienne contre l'État d'Israël (Intifada en 1987) ; enfin la guerre du Golfe contre l'Irak (1990-1991) à l'occasion de laquelle le Soudan pro-irakien s'est érigé en « symbole de la résistance à l'impérialisme » (Kepel, 2003 : 290).

Autant de circonstances dont l'Islam militant est sorti renforcé et qui sont susceptibles de reconfigurer les équilibres régionaux :

- en menaçant d'abord de rassembler sous la bannière populiste des islamistes – et ce, aux portes d'Israël – un monde arabe jusqu'alors profondément divisé et, pour cette raison, encore incapable de pouvoir négocier l'accès international aux ressources énergétiques du Moyen-Orient (Amin, 2003 : 61-68 ; Rodinson, 1993 : 72-75) ;
- en incitant, ensuite, la France à revendiquer une place politique et économique et à renforcer son influence stratégique dans une région autrefois sous tutelle anglo-américaine (Marchal, 1995 : 2 ; Marchesin, 1998 : 91) ;
- enfin, en encourageant l'Asie du Sud-Est, alors en pleine croissance et de plus en plus soucieuse de son indépendance énergétique, à s'affirmer en prédateur concurrent sur les richesses pétrolières du Moyen-Orient, au risque de déplacer le centre de gravité de la puissance mondiale vers l'Asie au détriment de la suprématie des États-Unis (Harvey, 2004 : 179-180).

Ces dimensions sont absentes des comptes rendus factuels des événements survenus au Soudan que propose *Le Monde*, mais non moins de ses commentaires. Pour *Le Monde*, l'opposition de plus en plus déclarée de Washington au régime de Khartoum se résume à un engagement pacifique et humanitaire. Bien sûr, « l'humanitaire n'est jamais exempt d'arrière-pensées où sévissent l'esprit de clocher, l'envie d'apparaître au côté des grandes catastrophes pour en tirer à son tour une part de grandeur », mais « qui remettrait en cause le soutien porté à des populations sinistrées, même si les régimes en place ne remplissent pas les conditions idéales de respect des droits de l'homme ou de la démocratie ? » (13/05/91 : 1). Qui remettrait en question cette « exigence morale : le désir de sauver des milliers d'hommes menacés d'extermination » (08/04/91 : 1) ? Lorsqu'en décembre 1992, les États-Unis interviennent militairement en Somalie, au nom du « droit d'ingérence humanitaire », « pour arracher la Somalie à la guerre civile où elle sombrait corps et âme » (01/01/94 : 1), *Le Monde*, dans un éditorial, applaudit : « Une fois de plus, c'est des États-Unis que sera venue l'initiative. Les premiers éléments du corps expéditionnaire américain approchent déjà des côtes somaliennes avant même que le Conseil de sécurité des Nations unies n'entérine cette opération. Tout le monde l'approuvera, tant il est devenu évident qu'on ne peut plus laisser se perpétuer le scandale de la Somalie, ni plus longtemps se défausser sur la courageuse opiniâtreté d'organisations humanitaires livrées aux attaques et au racket des bandes armées. [...] C'est une opération de police, une intervention militaire qui ne craint pas de dire son nom, que lancent aujourd'hui les États-Unis, comme il y a deux ans en Irak, mais pour la première fois à des fins humanitaires ». Et le journal du soir de s'interroger ensuite, enthousiaste : mainte-

nant, « pourquoi pas le Soudan ? [...] Il faut avoir le courage de passer enfin d'un simple devoir d'assistance humanitaire à un véritable droit d'ingérence » (03/12/92 : 1). Dans cette optique, il déplore, quelques jours plus tard, que « dans les camps de fortune, installés aux frontières du Soudan, du Kenya et de la Somalie, des centaines de milliers de civils – femmes et enfants pour la plupart – continuent de mourir, loin des caméras, des satellites et des soldats américains » (30/12/92 : 4). En avril 1993, bien que le cessez-le-feu ait été proclamé par le gouvernement et l'Armée de libération populaire du Soudan (APLS) du colonel John Garang, « la paix, indique Le Monde, demeure un vœu pieux » destinée à conjurer « la menace à peine voilée, brandie par les États-Unis, d'une intervention internationale dans le Sud – comme en Somalie ou au Kurdistan d'Irak – afin de venir en aide aux populations » (17/04/93 : 1). Car tel est le véritable – et le seul – souci de Washington, ressort-il des articles du Monde : venir en aide aux populations. À l'occasion d'une tournée effectuée à la fin avril dans les régions méridionales de Ayod, Waat, Bor et dans la province du Haut-Nil, l'ambassadeur des États-Unis à Khartoum, Donald K. Petterson, n'a-t-il pas lancé « un appel pour une intervention d'urgence des organisations humanitaires, se déclarant “horrifié” par la vision de “squelettes ambulants” et d’“enfants sur le point de mourir” » (28/04/93 : 6) ? Ce même ambassadeur n'a-t-il pas appelé « les belligérants à mettre fin immédiatement aux combats afin de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire » (29/04/93 : 6) ?

À partir de 1991, pour analyser la géopolitique de cette partie du monde, Le Monde proposera essentiellement une grille de lecture opposant la « menace terroriste » à un idéal de pacification démocratique incarné par les États-Unis. Ainsi est-ce à l'aune de cet horizon interprétatif que seront évoquées les possibles implications des États-Unis dans la guerre au Sud-Soudan, aux côtés des rebelles de l'APLS : en 1990, Le Monde indique que « le cas considéré sans doute comme le plus grave est celui du Soudan, où le gouvernement militaire au pouvoir mène une guerre impitoyable contre les séparatistes du Sud, isole délibérément des provinces entières et, phénomène exceptionnel, se comporte en adversaire déclaré de la Communauté [internationale] et de ses valeurs » (30/01/93 : 9) ; en 1996, le quotidien évoque de « nouvelles livraisons d'armes [au chef rebelle], probablement d'origine américaine, par l'intermédiaire de l'Ouganda. [...] D'autres livraisons viendraient du Zimbabwe, au nom d'une certaine solidarité africaine contre l'“impérialisme musulman” » (23/01/95)¹¹. Quant aux craintes américaines d'une déstabilisation de la région du Golfe, et plus particulièrement des rives érythréennes de la mer Rouge (Marchal, Osman, 1997 : 80), il n'en est pas fait état ; celle de l'impact d'une telle déstabilisation sur le conflit israélo-palestinien n'est pas davantage évoquée.

Et des ambitions géo-économiques de Washington au Soudan, il n'est, de même, rien dit. Le Monde, au contraire, relaye la version officielle du département d'État américain qui fait du Soudan La Mecque du terrorisme international¹². Ainsi, en mars 1992, se contente-t-il de reprendre telle quelle l'information émanant de l'AFP selon laquelle le département d'État, « inquiet de la présence de groupes "terroristes" au Soudan », menace d'ajouter ce pays à la liste des pays sanctionnés « pour leur soutien au terrorisme » (14/03/92 : 6). Lorsque le Soudan est effectivement mis sur la liste noire, Le Monde a même ce commentaire (19/08/93 : 6) : « Si le dossier est aussi solide que le laissent entendre les "fuites" dont ABC News et CNN se sont faits l'écho cette semaine, alors la réplique semble faible » (20/08/93 : 3). L'éditorial du même jour n'est pas aussi tranché, mais il ne laisse guère de doute sur l'opinion à adopter sur les événements : « En ajoutant le Soudan à la liste noire des pays accusés de soutenir le terrorisme, les États-Unis viennent de désigner officiellement un nouveau coupable. Depuis la "visite historique" du chef de l'État iranien, au mois de décembre 1991, à Khartoum – visite qui avait pour objectif de "consolider le mouvement islamique" – l'élève se serait-il montré, en la matière, aussi doué que le maître ? » (20/08/93 : 1). Quand un responsable soudanais déclare qu'« il n'y a au Soudan pas d'autres Iraniens que les membres de l'ambassade. Pas un soldat, pas un touriste, pas un homme d'affaires. Il n'y a même pas d'attaché militaire » (17/04/93 : 5), le journaliste s'interroge : « Pouvait-on s'attendre à une autre réponse ? » (ibid.). Sans doute la prudence est-elle de mise, mais force est de constater que Le Monde ne témoigne pas de la même réserve quand les discours émanent de Washington ou de ses alliés. Tout au plus – à deux reprises seulement –, le quotidien suggère-t-il que le département d'État exagère le danger : fin 1992, l'« "Internationale intégriste" qui menacerait la corne de l'Afrique aurait ses ramifications en Arabie saoudite, au Soudan, voire en Iran. Toutes ces allégations restent, à ce jour, invérifiables » (05/12/92 : 4) ; et en avril 1995 : « Avec l'Iran, le Soudan est [...] accusé à tort ou à raison de soutenir nombre de mouvements extrémistes islamistes » (01/04/95 : 3). Mais ce sont là des exceptions : l'exportation de l'intégrisme et la menace terroriste sont, pour Le Monde, les deux principaux éléments qui permettraient

autres reprises seulement : en 1994, dans un article qui mentionne des « informations soigneusement filtrées [laissant] envisager une intervention américaine dans le sud en 1993 si la guerre avec les rebelles ne cessait pas » (18/08/94 : 9) ; et dans un article de janvier 1995 dans lequel les États-Unis sont présentés comme « principal soutien des rebelles soudanais » (23/01/95 : 3).

¹² Quitte, parfois, à réécrire une histoire qu'il a pourtant lui-même relatée dans ses colonnes (voir note 21) : « Le Soudan est isolé. Il est maintenu en quarantaine par les États-Unis et la Communauté européenne depuis le coup d'État de juin 1989 qui a renversé le gouvernement démocratiquement élu du premier ministre Sadek Al Mahdi, au profit d'une junte militaire soutenue par les islamistes et dirigée par le général Omar Hassan Ahmad Al Bachir » (12/02/93 : 4. C'est nous qui soulignons).

¹³ Les relations entre la France et le Soudan ne sont pas nouvelles, même si, jusqu'alors, depuis le coup d'État des islamistes en juin 1989, Le Monde n'en a fait mention

de comprendre le Soudan et l'intérêt que lui portent les États-Unis. En 1996, le quotidien résume même l'« hostilité régionale à l'encontre du Soudan » à « l'influence des États-Unis, toujours préoccupés par la propagation politique de l'intégrisme dans la corne de l'Afrique » (03/04/96 : 5).

Quand il est question de la France

Cette grille de lecture adoptée par Le Monde est particulièrement remarquable à l'occasion de l'arrestation à Khartoum d'un emblème du terrorisme international, Carlos, qui est remis par le Soudan à la France au cœur de l'été 1994. Depuis 1991, la France sait qu'elle a une carte à jouer : le pouvoir islamiste radical, à la tête du pays depuis juin 1989, commence à se ranger ouvertement sur « un axe informel Tripoli-Bagdad-Sanaa-Téhéran » (Chauprade, Thual, 1998) contre le dispositif américain construit autour de l'Égypte, de l'Arabie Saoudite, de l'Érythrée, de l'Éthiopie et de l'Ouganda ; c'est l'époque où elle commence à nouer des contacts secrets avec le régime islamiste soudanais de plus en plus isolé sur la scène internationale (Verschave, 1998, 2000)¹³. Lorsque Carlos est livré à Charles Pasqua et ses services, ce contexte international aurait permis d'éclairer la nature de la transaction, ou aurait pu à tout le moins susciter un certain nombre de questionnements. Au contraire, Le Monde se contente de renchérir sur le thème du terrorisme exclusivement : « Mis en quarantaine par la communauté internationale pour soutien au terrorisme, épuisé par une guerre interminable contre les rebelles du sud du pays, le régime soudanais aurait-il soudain pris conscience de la nécessité de commencer à apurer son casier judiciaire ? » (17/08/94 : 8).

qu'une seule fois : « Au cours de son séjour à Paris, M. El Haj [un émissaire du gouvernement soudanais] a été reçu respectivement par M. Jean-Christophe Mitterrand, conseiller à l'Élysée, M. Paul Dijoud, directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, et M. Kouchner, secrétaire d'État à l'Action humanitaire. Il affirme qu'à la suite de ces entretiens les "malentendus" qui avaient perturbé les "relations traditionnellement excellentes entre la France et le Soudan" se sont dissipés ». Le 17 juin 1991, le général El Bechir déclare : « Nous utilisons tous les moyens pour améliorer nos relations avec [la France]. À cet égard, nous avons une nouvelle approche par l'intermédiaire de Jean-Christophe Mitterrand, [...] qui nous visite de temps à autre, et j'ai une relation personnelle avec lui, qui dépasse les relations officielles » (Agir ici et Survie, 1995 : www.survie-france.org/article.php3?id_article=344).

¹⁴ L'information a été reprise une seule fois, une semaine plus tard, dans un article d'E. Plenel : « Il en va de même aujourd'hui où on ne peut exclure que la bonne volonté du régime islamiste soudanais soit la conséquence d'un geste amical du

Quant aux termes de l'échange entre Khartoum et Paris, Le Monde n'aborde la question que dans quatre articles : pour conclure que le Soudan aurait « livré Carlos pour récompenser Paris d'avoir, en 1993, renvoyé vers Téhéran deux Iraniens réclamés par la justice suisse » (23/08/94 : 8)¹⁴ et pour être intervenu en sa faveur auprès de l'Union européenne, des États-Unis, de la Banque mondiale et du FMI (26/08/94 : 6). De contreparties obtenues par la junte soudanaise, il n'est fait mention précisément qu'à deux reprises : la première, en août 1994, suppose « l'entraînement en France et au Soudan d'officiers soudanais à la lutte anti-guérilla, l'envoi de techniciens français auprès des forces armées et policières soudanaises, l'élimination progressive de la dette soudanaise et le soutien militaire et logistique français à la lutte de Khartoum contre la guérilla chrétienne et animiste du Sud » (ibid.), mais la seconde six mois plus tard – en janvier 1995 – reprend des sources – américaines, qui plus est – qui relativisent fortement l'ampleur et la portée de cette aide française : « les observateurs les plus qualifiés reconnaissent que tout cela reste du domaine de la rumeur ou de la spéculation, [...]. Qu'il s'agisse d'une médiation française pour faciliter les mouvements de l'armée gouvernementale à travers la République centrafricaine et le Zaïre ou encore de photos-satellite des régions méridionales du Soudan qui auraient été fournies aux militaires de Khartoum »¹⁵.

Pour le cadre plus général dans lequel se situe l'événement de la livraison de Carlos à la France, on peut simplement lire que le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, « mène sa propre diplomatie, avec l'obsession de contrecarrer une offensive des États-Unis » et qu'il a « au moins une raison d'aider les dirigeants islamistes soudanais : leur an-

gouvernement Balladur envers le régime iranien : en janvier, deux terroristes iraniens réclamés par la justice suisse ne furent-ils pas extradés d'urgence vers leur pays, au mépris de l'amitié franco-suisse ? » (30/08/94 : 5).

¹⁵ Voici la conclusion de cet article : « "A-t-on vraiment besoin de photos-satellite pour faire la guerre au Sud-Soudan ?", s'interroge un expert américain. Et d'indiquer que les engins français n'ont pas la capacité technique de déceler des positions de guérilla dans la brousse. La version de l'APLS, selon laquelle les documents auraient été pris par un satellite relevant de l'OTAN, le laisse sceptique. "Depuis l'affaire Carlos, les bombardements de l'aviation soudanaise ont été plus précis !", rétorquent les responsables de l'APLS. Mais il est aussi vrai que les bombes n'ont jamais frappé que des localités ou des lieux dits "facilement repérables" : Nimulé, Kajo-Kaji, Parajok, Pageri ou encore les camps de réfugiés. "Les pilotes ont été mieux formés, voilà tout", conclut un autre observateur. L'ambassadeur américain à Nairobi affirme en privé que le rôle de la France dans cette affaire a été "gros". Les États-Unis, principal soutien des rebelles soudanais, ne semblent pas s'alarmer du rapprochement entre Paris et Khartoum qui, selon plusieurs sources, s'est traduit par une coopération, depuis un an, entre les services de sécurité des deux pays » (23/01/95 : 3).

¹⁶ Pour R. Marchal (1995 : 2) : « Qu'importe donc si cet État mène au Nord une répression violente et au Sud une guerre civile dénoncées par les instances régionales et internationales, par des organisations de défense des droits de l'homme, par une émigration forcée qui compte aujourd'hui plus de 3 millions de personnes, puisqu'il

tiaméricanisme » (02/95). Il est certes ajouté que, depuis la chute du mur de Berlin, alors que « l'Europe est désormais vue par les États-Unis comme un rival économique [...], la France a besoin de s'inventer d'urgence une nouvelle présence au monde : une politique étrangère qui ne se complaise plus dans la répétition d'anciens schémas » (31/08/94 : 1), mais le lecteur n'en saura pas plus. Ni les ambitions stratégiques géopolitiques de la France en Afrique orientale, ni la rivalité entre les leaderships français et anglo-américain au Soudan¹⁶ ne seront développées. Excepté toutefois à deux reprises, mais la première, en 1987, de manière très implicite : « La guerre dans le Sud absorbe 1 million de dollars par jour et "gèle" depuis trois ans les deux projets les plus ambitieux du pays : l'exploration des gisements pétroliers de Bentiu, pour lesquels Total et Chevron ont consenti un effort de prospection dépassant le milliard de dollars » (17/02/87 : 24) ; et la seconde dans les pages « Débats » sous la plume du directeur de l'Observatoire des pays arabes qui évoque pour la France, à propos du Soudan, « des enjeux stratégiques de premier ordre », notamment « la sécurité et l'abondance de l'approvisionnement du monde en pétrole » (07/01/93 : 24).

En définitive, prévaut donc la problématique de l'intégrisme montant et de la menace terroriste pesant sur le monde ; celle-là seule encadre l'horizon interprétatif du Monde à propos de l'actualité soudanaise¹⁷. Le quotidien français conduit ainsi ses lecteurs

y va d'intérêts supérieurs de la France, que personne n'ose définir, sur le continent africain et au Proche-Orient ».

¹⁷ Précisons que si *Le Monde* n'évoque pas la rivalité franco-américaine au Soudan, il est capable néanmoins de l'évoquer quand elle se déroule pacifiquement dans ses anciennes colonies : ainsi, par exemple, en septembre 1994, fait-il référence dans ses pages « Économie », à propos du Gabon, à « la réconciliation de la compagnie pétrolière française avec le gouvernement et à la mise à l'écart de l'américain Occidental Petroleum, qui avait tenté de s'immiscer dans le pays » (03/09/94 : 15). Ou en mars 1995 : « Depuis deux ans, une obsession taraude la droite gaulliste en Afrique : contre-carier une offensive supposée des États-Unis. Les réseaux Pasqua se sont ainsi démenés au printemps 1993 lorsque M. Lissouba s'est allié avec la compagnie américaine Oxy pour l'exploitation de champs promis à Elf. Toute la diplomatie française de l'Élysée à André Tarallo, le Monsieur Afrique d'Elf Aquitaine s'est aussitôt mobilisée. Dans cette période critique, l'un des frères Felicciaggi (les rois des jeux au Cameroun et au Congo) a mis en rapport Claudine Munari et Daniel Léandri. "Cela n'avait rien à voir avec le pétrole", dit le collaborateur du ministre d'État ». Ou, au mois d'octobre 1996, *Le Monde* précise que « l'agacement des États-Unis envers la France a de forts relents de pétrole. Au Congo, la compagnie américaine Occidental Petroleum a vainement tenté, ces dernières années, d'évincer Elf Aquitaine, qui, par ailleurs, règne en maître au Gabon et au Cameroun, tandis qu'elle a conquis de solides positions en Angola et au Nigeria. Dernier lieu d'affrontement franco-américain : le Tchad, où des compagnies américaines ont mis en évidence...

à ne rien savoir des responsabilités politiques occidentales dans une « guerre civile » qui décime plus de 10 % de la population du Soudan et déplace plus de 20 % de ses habitants ; une « guerre civile » à propos de laquelle Le Monde évoque pourtant, en janvier 1997, qu'elle provoque un « véritable génocide » (07/01/93).

Comme l'affirme Michael Palmer (2003 : 84) à propos des médias, « géopolitique et professionnalisme – la géo-information – font plus ou moins bon ménage ». En l'occurrence, concernant le Soudan, l'une et l'autre paraissent même incompatibles. L'une relève de la guerre de l'ombre, des tractations secrètes et de stratégies complexes tandis que l'autre n'impose que de s'occuper des causes connues, des raisons démontrables et des réalités discernables. Qu'au bout du compte, comme le dit Alain Accardo (2003 : 82) : « on ne [sache] pas ce qu'on sait » ne saurait donc étonner. Il serait toutefois erroné de penser que l'attitude du Monde sur le Soudan – telle qu'elle s'exprime au travers des informations factuelles et des commentaires – n'a consisté qu'à se protéger – par principe déontologique – du simplement probable pour ne dire que le dûment vérifié. Le quotidien a également postulé, d'une part, que le facteur principal qui explique la guerre civile au Sud-Soudan relève d'un héritage « ethnico-religieux ». Le Monde ne dit pas que se joue au Soudan un épisode de la guerre des civilisations, mais, en privilégiant ainsi la confrontation des héritages culturels entre la frange islamisée et arabisée du Nord et les peuples « chrétiens et animistes » du Sud, il n'interdit pas de le penser. D'autant qu'à partir de 1991, pour comprendre la configuration régionale des enjeux, il se contente d'une « vision géo-culturaliste » (Manglano, 2001) qui oppose un Occident, emmené par les États-Unis, à un Soudan soupçonné de terrorisme et de conduire, avec l'Iran, une hypothétique « internationale islamiste » (Marchal, 1995). D'autre part, Le Monde a postulé que l'enjeu de l'accès aux ressources énergétiques des puissances occidentales et de la Chine n'avait pas sa place dans l'interprétation du drame soudanais. C'est là une démarche qui, incapable de remonter aux sources sociales des événements, impute – de fait – la responsabilité du chaos aux populations autochtones et exonère les grandes puissances de toute responsabilité politique et sociale là où celle-ci est pourtant première.

Conclusion

L'acceptabilité sociale du discours d'affrontement culturel sur le Soudan diffusée par les grands médias internationaux s'insère dans une problématique générale de l'évolution de la société et de ses contradictions. Depuis quelques décennies, celle-ci est marquée par la quasi-extinction de l'expression théorique du mouvement ouvrier, l'étiollement des « grandes narrations » ou des systèmes idéologiques de référence ou, comme le note le sociologue Claude Dubar (2004 : 42), des « inflexions importantes » du discours de classe. Tout se passe

comme si le monde cessait toujours davantage d'être pensé dans sa complexité, comme une totalité régie par des contradictions ou des « rapports sociaux de production » au profit d'une conception qui légitime la croyance qui attribue aux idées, à la raison, aux discours, aux idéologies, valeur de phénomènes historiquement déterminants. Au-delà, tout se passe également comme si l'action collective, et a fortiori les guerres qui ensanglantent les pays du tiers-monde, ne devaient plus s'inscrire dans la géographie historique du capitalisme – c'est-à-dire dans le contexte de l'économie de l'impérialisme contemporain et de la géopolitique des rivalités entre grandes puissances –, mais relever de plus en plus exclusivement de variables telles que l'ethnicité, la religion, les cultures, voire les « civilisations » (Serfati, 2004 : 79). De cette tendance, sur l'exemple précis du Soudan, *Le Monde*, offre une illustration qui semble particulièrement éloquent : incapable d'établir une corrélation entre l'existence de la guerre du Sud-Soudan et l'économie globale de prédation des ressources naturelles, le quotidien réduit ce conflit extrêmement meurtrier au rang de « guerre locale » et ce faisant, contribue certainement à en faire l'une des « guerres oubliées » de la fin du XX^e siècle. Dans sa couverture du Soudan, par ailleurs, une telle décontextualisation empêche *Le Monde* de se démarquer d'une doxa anti-terroriste imposée et entretenue par les grandes puissances occidentales ; doxa dans laquelle l'Islam est implicitement désigné comme source du désordre contemporain. Or, cette vision du Soudan n'est-elle pas de nature à conforter le discours sécuritaire qui commence alors à s'imposer, à renforcer au-delà la prégnance diffuse des sentiments islamophobes, voire à entretenir un certain nombre de préjugés racistes à l'égard du monde arabe et de ses populations ? À tout le moins ne contribue-t-elle en rien à les mettre en question.

Références

- Accardo A., 2003, *Le petit-bourgeois gentilhomme*, Bruxelles, Éd. Labor.
- Agir ici et Survie, 1995, France, Tchad, Soudan, au gré des clans, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Ahmed E., 1997, « Banques islamiques et sociétés islamiques d'investissement », *Politique africaine*, 66, pp. 39-48.
- Amin S., El Kenz A., 2003, *Le monde arabe. Enjeux sociaux. Perspectives méditerranéennes*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- 2004, « L'apartheid mondialisé », pp. 239-266, in : Nielsberg J.-A., dir., *Violences impériales et lutte de classe*, Paris, Presses universitaires de France.
- Amnesty International, 2000, Soudan, le coût humain du pétrole. Rapport d'Amnesty International, Londres, Secrétariat international (Paris, EFAI, pour la traduction).
- 2002, *Le commerce de la terreur. Rapport d'Amnesty International*, Londres, Secrétariat international (Paris, EFAI, pour la traduction).
- Bader C., Coma S., 1995, « "Guerre du vide" aux confins sud du Soudan », *Le Monde Diplomatique*, juin, p. 12.
- Batsch Ch., 1978, « Le Soudan peut-il devenir le grenier du monde arabe ? », *Le*

- Monde Diplomatique, *Le Monde diplomatique sur cédérom : 1978-2004*, janv. Boniface P., 2003, *Le monde contemporain : grandes lignes de partage*, Paris, Presses universitaires de France.
- Boniface P., Billion D., 2004, *Les défis du monde arabe*, Paris, IRIS.
- Bourdieu P., 1982, *Leçons sur la leçon*, Paris, Éd. de Minuit.
- Capdevila N., 2004, *Le concept d'idéologie*, Nancy, Presses universitaires de Nancy.
- Chauprade A., Thual F., 1998, *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Éd. Ellipses.
- La Haye Y. de, 1984, *Dissonances*, Paris, Éd. La Pensée sauvage.
- Dubar Cl., 2004, « Société sans classes ou sans discours de classe, ni perspective de transformation sociale », pp. 37-51, in : Chopart J.-N., Martin C., dirs., *Que reste-t-il des classes sociales ?*, Rennes, École nationale de santé publique.
- Fawzy-Rossano D., 2002, *Le Soudan en question*, Paris, Éd. La Table ronde.
- Fougeyrollas P., 1979, « Une question piège », pp. 49-64, in : Duvignaud J., dir., *Sociologie de la connaissance*, Paris, Payot.
- Gascon A., 1990, « La guerre comme rite géographique : l'exemple de la corne de l'Afrique », *Culture & Conflits*, 1, Saint-Ouen, Centre d'études sur les conflits.
- Gérard A., 1984, « Faux-fuyants au Soudan », *Le Monde Diplomatique*, *Le Monde diplomatique sur cédérom : 1978-2004*, juil.
- Gouteux J.-P., 1999, *Le Monde, un contre-pouvoir ? Désinformation et manipulation sur le génocide rwandais*, Paris, Éd. L'Esprit frappeur.
- Grandin N., 1982, *Le Soudan nilotique et l'administration britannique. 1898-1956, éléments d'interprétation socio-historique d'une expérience coloniale*, Leiden, Brill.
- Gresh A., 1985, « Le Soudan après la dictature (suite) », *Le Monde Diplomatique*, *Le Monde diplomatique sur cédérom : 1978-2004*, oct.
- 1989, « Les militaires soudanais en quête de légitimité », *Le Monde Diplomatique*, *Le Monde diplomatique sur cédérom : 1978-2004*, oct.
- 1993, « De Nemeiry aux civils. Politique régionale et nouvelle vision de la politique étrangère », pp. 601-613, in : Lavergne M., dir., *Le Soudan contemporain. De l'invasion turco-égyptienne à la rébellion africaine (1821-1989)*, Paris, Éd. Karthala.
- Gresh A., Vidal D., 2003, « Soudan », pp. 496-502, in : *Les 100 clefs du Proche-Orient*, Paris, Hachette Littérature.

Dire la « guerre oubliée » du Soudan

- Gueyras J., 1989, « Le Soudan à l'épreuve de la rébellion sudiste », *Le Monde diplomatique*, *Le Monde diplomatique sur cédérom : 1978-2004*, juin.
- 1994, « Au Soudan, le pouvoir islamiste se consolide », *Le Monde diplomatique*, juin, pp. 6-7.
- Harvey D., 2004, « Le "Nouvel Impérialisme" : accumulation par expropriation », *Actuel Marx*, 35, pp. 71-89.
- Haumann M., 2002, *Sud-Soudan : la longue route vers la paix*, Paris, Éd. Karthala.
- Hayder I. A., 1997, « Le Front national islamique », *Politique africaine*, 66, juin, pp. 13-22.
- Héry J., 2003, *Le Soudan entre pétrole et guerre civile*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Human Rights Watch, 2003, *Sudan, Oil and Human Rights*, Bruxelles, Londres, New-York, Washington D. C., Human Rights Watch, <http://www.hrw.org/reports/2003/sudan1103/sudanprint.pdf>.
- Huntington S. P., 1994, *Le Choc des civilisations*, trad. de l'anglais par J.-L. Fidel, G. Joublin, P. Jorland et J.-J. Pédussaud, Paris, O. Jacob, 1997.
- Kepel G., 2000, *Jihad*, Paris, Gallimard.
- Labasse B., 2004, « Quand le cadre fait le tableau : référentiels cognitifs et perception de l'actualité », *Les Cahiers du journalisme*, 13, pp. 80-107.
- Lavergne M., 1989, « L'économie soudanaise en désarroi », *Monde arabe Maghreb Machrek*, 124, avril-mai-juin, pp. 41-57.
- 1993, « Soudan, Les Frères Musulmans au pouvoir », *Aujourd'hui l'Afrique*, 49-50, pp. 133-140.
- 1993, « Soudan », pp. 1420-1426, in : Lacoste Y., dir., *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Flammarion.
- dir., 1989, *Le Soudan contemporain*, Paris, Éd. Karthala, 2000.
- Lavergne M., Marchal R., 1997, « L'échec de l'expérience islamiste ? », *Politique Africaine*, 66, juin, pp. 3-12.
- Löwy M., 1985, *Paysages de la vérité. Introduction à une sociologie critique de la connaissance*, Paris, Éd. Anthropos.
- Lusk G., 1993, « Les crises du mouvement armé sud-soudanais », *Politique africaine*, 50, juin, pp. 32-44.
- Mangano P., 2001, « Chronique bibliographique : "L'affaire Huntington" », *Cultures & Conflits*, 19-20, www.conflits.org/document.php?id=485.
- Marchal R., 1990, « D'une guerre à l'autre : le conflit au Soudan hier et aujourd'hui », *Afrique contemporaine*, 153, pp. 27-42.
- 1992, « Le Soudan entre islamisme et dictature militaire », *Monde arabe*, 137, juil.-sept., pp. 56-80.
- 1995, « Éléments d'une sociologie du Front national islamique soudanais », *Les études du CERI*, 5, sept., pp. 1-33.
- 1999, « Interpréter la guerre en Afrique », *Espaces Temps Les Cahiers*, 71-72-73, pp. 114-130.
- 2002, « Le facteur soudanais, avant et après », *Critique internationale*, 17, oct., pp. 44-51.
- Marchal R., Osman O., 1997, « Les ambitions internationales du Soudan islamiste », *Politique africaine*, 66, pp. 74-87.
- Marchesin Ph., 1998, « La politique africaine de la France en transition », *Politique africaine*, 71, oct., pp. 91-106.
- Martin D., 1986, « Les méfaits du tribalisme (dans Le Monde) », *Politique africaine*, 21, mars, pp. 102-108.

- Marx K., Engels F., 1926, *L'idéologie allemande*, Paris, Éd. sociales, 1976.
- Messaoud J., 1987, *Soudan. Trente ans d'indépendance : mutations et obstacles au développement socio-économique*, Paris, *Présence africaine*, 2000.
- Mouillaud M., Tétu J.-Fr., 1989, *Le journal quotidien*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- Moumouni Ch., 2003, « L'image de l'Afrique dans les médias occidentaux : une explication par le modèle de l'agenda-setting », *Les Cahiers du journalisme*, 12, pp. 152-168.
- Mutin G., 2005, *Géopolitique du monde arabe*, Paris, Éd. Ellipses.
- Palmer M., 2003, *Quels mots pour le dire ? Correspondants de guerre, journalistes et historiens face aux conflits yougoslaves*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Piemme J.-M., 1978, *La télévision comme on la parle*, Bruxelles, Éd. Labor/Nathan.
- Rodinson M., 1998, *Entre Islam et Occident*, Paris, Éd. Les Belles lettres.
- Roy O., 2002, *Généalogie de l'Islamisme*, Paris, Hachette Littérature.
- 2002, *L'Islam mondialisé*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Schraeder P. J., 1993, « La présence américaine dans la Corne après la fin de la guerre froide : ruptures et permanences », *Politique africaine*, 50, juin, pp. 59-73.
- Verschave F.-X., 1998, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock.
- 2000, *Noir silence*, Paris, Éd. Les Arènes.
- Verschave F.-X., Boris Diop B., Tobner O., 2005, *Nérophobie*, Paris, Éd. Les Arènes.